

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

CDPK et la jurisprudence du Conseil d'Etat

Nihoul, Marc

Published in:
C.D.P.K.

Publication date:
2005

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Nihoul, M 2005, 'CDPK et la jurisprudence du Conseil d'Etat', *C.D.P.K.*, p. 864-866.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

CDPK et la jurisprudence du Conseil d'Etat

Il y a un peu moins de 9 ans, Monsieur le Premier Président Baeteman, vous portiez sur les fonds baptismaux une nouvelle revue juridique qui a reçu pour nom celui - bilingue - de « Chroniques de droit public - Publikrechtelijke Kronieken », en abrégé CDPK, revue dont il me revient aujourd'hui de vous dire quelques mots en qualité de co-rédacteur en chef avec Sabien Lust. Souvenez-vous.

Nous sommes début 1997 : le premier numéro de la revue sort de presse et son avant-propos est signé de votre main. Vous n'êtes plus alors seulement premier président du Conseil d'Etat, vous devenez aussi le premier président de la revue CDPK...

Dans votre avant-propos, vous avez souhaité éclaircir d'entrée le jeu le but et l'intention de la rédaction à l'attention de ceux qui allaient rapidement devenir nos lecteurs.

Voici précisément ce que vous écriviez à cet effet - je cite ainsi le premier paragraphe de la première page du premier numéro de la revue - :

« Les « Chroniques de Droit Public » ne sont pas à proprement parler une *nouvelle* revue, mais plutôt une *autre* revue : le périodique « Recente Arresten van de Raad van State », qui, à une époque où ces arrêts étaient d'une accessibilité restreinte, avait joué un rôle important, disparaît en tant que publication indépendante mais resurgit en tant que rubrique des « Chroniques de droit public ». Ce qui, d'emblée, indique le but de la rédaction, qui est de couvrir tout le domaine et tous les angles d'approche du droit public »¹.

« Couvrir tout le domaine et tous les angles d'approche du droit public » : voilà pour le moins un élargissement radical du spectre de la nouvelle revue CDPK par rapport à l'ancien périodique uniquement consacré aux arrêts récents du Conseil d'Etat.

Mais il ne faudrait pas s'y tromper.

L'intérêt et l'attention de la revue pour la jurisprudence du Conseil d'Etat n'ont pas diminués, ils ont au contraire été consolidés comme en témoigne d'ailleurs l'existence et le maintien d'une rubrique exclusivement consacrée à la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Il faut dire que la nécessité de faire connaître la jurisprudence du Conseil d'Etat n'a pas disparue.

La jurisprudence administrative est certes plus accessible que par le passé, puisqu'en dehors des arrêts rendus en droit des étrangers, elle est désormais reprise sur le site internet du Conseil d'Etat.

Subsistent toutefois au moins trois problèmes liés entre eux.

D'abord le nombre aujourd'hui impressionnant et encore grandissant d'arrêts rendus en l'absence regrettée de tribunaux administratifs : il s'impose clairement de faire une sélection, à cet égard, de manière à tracer des lignes de jurisprudence.

Ensuite les divergences grandissantes en jurisprudence entre les chambres néerlandophones et les chambres francophones : l'intérêt n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui de faire écho, dans une même revue, des deux tendances, lorsqu'elles existent.

Enfin la recherche particulièrement difficile pour l'observateur extérieur au Conseil d'Etat de la jurisprudence utile pour une problématique rencontrée : force est de constater que le moteur de recherche placé sur le site internet du Conseil d'Etat est tout sauf idéal de ce point de vue et qu'il serait pour le moins indiqué que le politique dégage les fonds nécessaires pour améliorer la situation de ce point de vue.

Car, comme l'écrivait Maurice Hauriou dans son célèbre précis de droit administratif français en 1897, l'absence de publication systématique et organisée de la jurisprudence administrative conduit à une « période d'élaboration secrète » du droit administratif qui n'est vraiment pas souhaitable car elle revient à faire vivre les citoyens « sous des règles qu'ils ignorent », écrivait quant à lui Macarel, le premier auteur français à s'être employé à faire connaître la jurisprudence administrative²...

Si je puis vous assurer une chose, Monsieur le Premier Président, c'est que les Chroniques de droit public souhaitent continuer à remplir cette véritable mission de service public à laquelle elle se consacre avec passion depuis un peu moins de 10 ans

Mais le rôle des Chroniques de droit public ne s'arrête plus là aujourd'hui

Il est celui d'une revue à part entière, avec tout ce que cela implique sur le plan de l'analyse scientifique.

Celui d'une revue générale de droit public, au surplus, qui s'intéresse à « tout le domaine et tous les angles d'approche du droit public », pour reprendre les termes de votre avant-propos.

C'est dire qu'aujourd'hui les Chroniques donnent un écho non seulement à la jurisprudence des autres juridictions du pays qui, système belge oblige, interviennent également en droit public ; mais aussi à la jurisprudence internationale, voire à la jurisprudence de juridictions étrangères, lorsque celle-ci présente un intérêt pour le publiciste belge

Les cinq rubriques habituelles de la revue montrent clairement l'esprit d'ouverture de CDPK au-delà du lien indéfectible qui la relie à la jurisprudence du Conseil d'Etat. Je vous les rappelle très brièvement.

Première rubrique : une rubrique doctrinale très consistante avec en moyenne 4 articles de base en droit public au sens large.

Deuxième rubrique : une rubrique jurisprudence au sens large, dans laquelle les décisions sont publiées *in extenso* ou par extraits, la plupart du temps avec des notes de jurisprudence.

Troisième rubrique : la fameuse rubrique consacrée aux arrêts récents du Conseil d'Etat (rubrique plus exhaustive que la précédente, composée de sommaires et ventilée en deux parties, afférentes au fond et à la procédure).

Quatrième rubrique : une rubrique compte-rendus des ouvrages récemment parus en droit public.

Cinquième rubrique : une rubrique chroniques au sein des chroniques, en quelque sorte, dans laquelle des contributions plus légères ou plus limitées sont également publiées.

Et voici ce qu'écrivait déjà le Premier Président Baeteman en 1997 après avoir analysé le sommaire du premier numéro de la revue et qui demeure aujourd'hui d'actualité : « L'analyse du sommaire de la revue nous permet d'en déduire l'intention, qui est de guider et de conseiller aussi bien le théoricien que le praticien du droit public et administratif dans leur étude et leur travail. La présentation permet au lecteur de s'apercevoir d'emblée qu'il s'agit d'une revue bilingue et que les membres de la rédaction et autres collaborateurs viennent d'horizons très divers et représentent toutes les universités ».

La formule résume bien l'esprit de la revue et il n'y a pas grand chose à ajouter, si ce n'est que, plus concrètement, chaque numéro représente en moyenne entre 150 et 200 pages, ce qui fait de chaque numéro presque un petit ouvrage.

Aujourd'hui, cela fait presque 10 ans que les Chroniques de droit public assument leur mission de service public avec une grande régularité et il faut s'en réjouir. De la sorte, la revue porte bien son nom, en définitive, puisque le terme chronique, dans sa déclinaison adjectivale, désigne ce « qui dure longtemps », par opposition à temporaire...

Et effectivement, je crois que dans le comité de rédaction des chroniques, nous sommes atteints d'une maladie chronique : celle d'une véritable passion pour le droit public...

Mais je n'en dirai pas plus dès lors qu'il s'agit de la présentation d'un ouvrage aujourd'hui, davantage que celle d'une revue.

Je tiens toutefois à préciser pour éviter tout malentendu que présenter les Chroniques de droit public aujourd'hui ne relevait pas seulement de l'opération purement commerciale, même si l'éditeur de la revue est évidemment le même que celui de l'ouvrage...

A vrai dire, un point d'intersection très précis rassemble les deux publications. Il s'agit du matériel de base de l'ouvrage qui vous propose une tranche de vie de 10 ans de la jurisprudence du Conseil d'Etat. Ce matériel de base est directement issu de la rubrique des Chroniques de droit public consacrée aux arrêts récents du Conseil d'Etat, héritée de l'ancien périodique néerlandophone du même nom.

L'ouvrage présenté aujourd'hui s'inscrit donc dans le prolongement d'une rubrique des Chroniques de droit public, à concurrence d'un « morceau de tranche » - si vous me permettez l'expression - un morceau de tranche de sept dixième ou de sept ans.

C'est la raison pour laquelle les quatre lettres de la revue figurent adéquatement sur la couverture de l'ouvrage, comme vous aurez l'occasion de le constater.

La revue CDPK - en particulier quatre membres de son comité de rédaction - a clairement joué un rôle dans la conception de l'ouvrage.

Et pour vous en dire plus, je cède bien volontiers la parole à l'un des quatre auteurs - Stéphane Wyckaert -.

Marc NIHOUL

Tien jaar rechtspraak van de Raad van State gebundeld

Dames en heren,

Ongetwijfeld zult U enige vragen hebben bij het onder ogen krijgen van dit Arrestenboek. Vraagtekens kunnen onder andere worden geplaatst bij de ontstaan-geschiedenis, het opzet en de volledigheid ervan. Anderen willen misschien weten waarom het "Arrestenboek 2005" slechts loopt over de periode 1994 tot 2003. Meest van al zal de lezer wat informatie willen over de manier waarop dit werk kan of moet worden gebruikt of hoe erin kan worden opgezocht.

Op mij rust de taak U deze vragen te beantwoorden. Als ik hier sta, en niet een van mijn co-editors - die elk

¹ C.D.P.K., 1997, p. 1.

² Voy. M. Nihoul, *Les privilèges du préalable et de l'exécution d'office*, Bruges, La Charte, 2001, n° 21, note 65.

Il faut rappeler que la jurisprudence comme véritable source de droit était encore difficile à concevoir à une époque où la révolution venait d'établir la primauté absolue de la loi.